

AGRICULTURE & SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

Nos normes plus strictes que les normes américaines et que les « normes internationales » (niveaux de pesticides, contamination bactérienne, additifs toxiques, OGM, hormones, etc.), pourraient être condamnées comme « barrières commerciales illégales ».

SERVICES PUBLICS :

Le TAFTA obligerait les États à déréglementer leurs services publics tels que : services à la personne, transports routiers, ferroviaires, etc. et réduirait les principes d'accès universel et large à ces besoins essentiels.

LIBERTÉ & VIE PRIVÉE :

Grâce à la révolte publique, les sociétés espérant enfermer et monopoliser l'Internet ont échoué l'année dernière à faire adopter leur ACTA répressif ; des textes plus pernecieux sont dans le TAFTA.

EAU & ÉNERGIE :

Ces biens seraient privatisables. Toute municipalité s'y opposant pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce, idem pour l'énergie, qu'elle soit fossile, nucléaire ou renouvelable. La sécurité nucléaire serait réduite. Le prix du gaz et du kW seraient libres.

EMPLOI :

Les entreprises souhaitant délocaliser dans les états concernés par le projet TAFTA où les salaires sont inférieurs, seraient protégées. L'Inspection et le code du travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement. Pôle emploi devrait être privatisé ou serait attaqué en justice par les sociétés d'intérim pour concurrence déloyale. Les conséquences du TAFTA sur le taux de chômage en Europe ne seraient que néfastes.

CULTURE :

Les gros producteurs d'audiovisuel pourraient interdire les productions privées ou professionnelles à faible budget comme youtube, vimeo, dailymotion, les financements collaboratifs seraient rendus illégaux. Les musées nationaux perdraient leur droit de préemption sur les trésors artistiques nationaux au profit de collectionneurs privés



LIBRE ÉCHANGE : BRUXELLES ET WASHINGTON NÉGOCIENT NOTRE AVENIR

Pour nous contacter,
vous tenir informé des initiatives :

stoptafta08@gmail.com

Collectif national :

<http://stoptafta.wordpress.com/le-collectif-national/>

ENSEIGNEMENT :

Les universités privées pourraient attaquer en justice l'Éducation nationale pour concurrence déloyale. De la maternelle au doctorat, les sociétés privées contesteraient aux écoles, cantines scolaires et resto U, toutes subventions municipales, régionales ou nationales.

GAZ DE SCHISTE :

Les gouvernements européens ne réglementeraient plus les exportations de gaz naturel vers les nations TAFTA. La fracturation hydraulique pourrait devenir un droit pour les sociétés qui pourraient exiger des dommages et intérêts auprès des nations qui s'y opposent. Il deviendrait impossible de stopper l'exploitation du gaz de schiste en Europe !

SANTÉ & RETRAITES :

Les médicaments pourraient être brevetés plus longtemps, les groupes pharmas pourraient bloquer la distribution des génériques. Les services d'urgence pourraient être privatisés. Les Assurances privées pourraient attaquer en justice les CPAM pour concurrence déloyale. Les retraites par répartition pourraient être démantelées, les compagnies d'assurances se substitueraient aux CRAM, ARRCO, AGIRC...